

Unité bidépartementale Calvados Manche  
1 rue Recteur Daure  
CS 6004  
14000 Caen

Caen, le 29/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MESSAGERIES LAITIÈRES**

Parc d'activités les Neuvillières  
14500 Vire Normandie

Références : 2024.138  
Code AIOT : 0005305866

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement MESSAGERIES LAITIÈRES implanté Parc d'activités les Neuvillières 14500 Vire Normandie. L'inspection a été annoncée le 15/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection entre dans le cadre d'une action régionale portant sur la détection gaz dans un site avec un système de réfrigération à l'ammoniac et du traitement des suites de l'inspection du 14/12/2022.

Après un point en salle sur les attentes de l'Inspection, une visite "terrain" de site a été effectuée par l'Inspection suivant cet itinéraire :

- salle de gestion de fret;
- atelier de charge;
- cellules frigorifiques;
- atelier de co-packing;
- secteur de réception des poids-lourds (PL);
- stockage interne des palettes;

- secteur départ des PL;
- local maintenance;
- local déchets;
- local sprinklage.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MESSAGERIES LAITIÈRES
- Parc d'activités les Neuwillières 14500 Vire Normandie
- Code AIOT : 0005305866
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Les MESSAGERIES LAITIÈRES exploite une plateforme logistique à température dirigée (+ 2°C), destinée à la réception, l'entreposage temporaire, le reconditionnement éventuel et l'expédition de produits laitiers. La plateforme logistique dispose de 3 chambres de stockage et préparation de 6 000 m<sup>2</sup> chacune et d'une zone de co-packing de 1 460 m<sup>2</sup>.

Installée sur son site de Vire au niveau de la Zone d'Activités Les Neuwillières, l'exploitation du site est régie par son arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 17 août 2009.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Détection Ammoniac – ancienneté, environnement et compétence	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
7	Rétentions	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.11	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Détection	Arrêté Ministériel du	Avec suites, Lettre de suite	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	Ammoniac – seuils sécurité et actions associées	16/07/1997, article 42	préfecturale	
3	Détection Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d'acceptabilité	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
6	Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site des Messageries Laitières est propre et entretenu. Une équipe de 9 techniciens est chargée de la maintenance et une équipe qualité, hygiène, sécurité, environnement (QHSE) est présente. Certains points non soldés de la précédente visite d'inspection ont pu être soldés, la direction de l'établissement a pris conscience de ses obligations et responsabilités. Le détail des points non-soldés est développé dans le présent rapport.

Les écarts suivants ont été constatés lors de la visite "terrain" d'inspection:

- non-conformités concernant l'absence de rétentions sous les contenants de liquides dangereux pour l'environnement. (2 fûts de 200 litres de SEGUR 1000, produit d'entretien);
- stockages de produits chimiques en dehors d'armoires dédiées;
- stockages de produits chimiques en armoire sans questionnement sur leurs compatibilités;
- rétentions insuffisantes dans les armoires au vu des quantités stockées.

Dans la partie expédition des entrepôts, un robinet d'incendie armé (RIA) installé contre une paroi se trouve en partie entravé par l'installation d'un bureau provisoire (type bâtiment modulaire) en partie avant, il reste accessible et fonctionnel mais la présence du bureau pourrait être préjudiciable à son efficacité et à l'atteinte de certains points de la cellule. L'Inspection demande à l'exploitant de justifier que l'ensemble des zones à défendre de cette cellule peut l'être au moyen de deux RIA.

Dans cette même cellule, l'Inspection a constaté la présence de 3 aires de rechargement de batteries sans détection d'hydrogène. L'exploitant a indiqué suite à l'inspection avoir supprimé ces postes de rechargement et a fourni le 23/02/23 à l'Inspection des photos attestant de cette situation.

A l'extérieur de l'entrepôt sont entreposés horizontalement des bouteilles de gaz (ammoniac), avec une zone balisée en place. L'Inspection a indiqué qu'il convient de stocker ces bouteilles dans un

rack vertical adapté. Suite à l'inspection l'exploitant a commandé et reçu un rack de stockage mis en place le 23/02/2024 (photo du rack en place transmise).

Enfin, dans le local sprinklage, l'Inspection a constaté des zones corrodées au niveaux de brides ou de tuyauteries. Le vieillissement des ces équipements est à suivre. Suite à l'inspection, l'équipe maintenance indique avoir procédé à un grattage et à l'application d'antirouille et de peinture (photo transmise). L'exploitant doit mettre en place un suivi du vieillissement de ses équipements concourants à la défense contre l'incendie

L'exploitant met en œuvre des actions de nature à permettre de solder les écarts constatés et s'est engagé à terminer ses actions au premier semestre 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Détection Ammoniac – implantation et cahier des charges

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – implantation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones présentant les plus grands risques en cas de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou de vapeurs toxiques. Les zones de sécurité sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'étude d'implantation n'a pas été effectuée depuis la dernière visite d'inspection mais <u>l'exploitant a fourni une commande n° 4503369694/1110/ML2 en datedu 16/02/2024</u> auprès de l'entreprise CEMAFROID pour établir l'étude d'implantation des détecteurs de gaz pour les matériels de réfrigération.</p> <p>L'étude et son analyse par l'exploitant est à envoyer à l'Inspection sous 4 mois.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>Compte tenu de la réaction de l'exploitant, une mise en demeure n'est pas proposée au préfet. L'étude et son analyse par l'exploitant est à transmettre à l'Inspection sous 4 mois. Passé ce délai et sans remise de l'étude analysée, la position de l'Inspection pourrait évoluer.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4mois

**N° 2 : Détection Ammoniac – seuils sécurité et actions associées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – seuils sécurité et actions associées
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant fixera au minimum les deux seuils de sécurité suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le franchissement du premier seuil entraînera le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service, de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;</li> <li>- le franchissement du deuxième seuil entraînera, en plus des dispositions précédentes, la mise à l'arrêt en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente (ce seuil est au plus égal au double de la valeur choisie pour le 1er seuil).</li> </ul> <p>Les détecteurs fixes doivent déclencher une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les seuils n'ont pas été modifiés depuis la dernière inspection.</p> <p>L'exploitant a sollicité la société OLDHAM pour reprogrammer les détecteurs et baisser les seuils de détection de 10% sortant ainsi de la plage d'incertitude des capteurs.</p> <p>L'exploitant précise que l'intervention est programmée le 13/03/2024 lors de la prochaine intervention de maintenance.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection le rapport de maintenance du 13/03/2024. Le cas échéant, l'exploitant associe au rapport de maintenance son analyse et le plan d'action associé permettant de remédier aux non-conformités constatées.</p> <p>En fonction des conclusions de l'examen des documents par l'inspection, celle-ci pourra transmettre des demandes complémentaires à l'exploitant selon un format administratif adapté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Détection Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – CR dépassement seuil sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Tout incident ayant entraîné le dépassement du seuil d'alarme gaz toxique donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées durant un an.</p> <p>La remise en service d'une installation arrêtée à la suite du déclenchement d'une alarme ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.</p>
<b>Constats :</b> <p>-L'exploitant a mis en place une procédure pour la gestion post-déclenchement des seuils de sécurité des détecteurs d'ammoniac sous forme de fiche réflexe.</p> <p>Pour chaque déclenchement des seuils de sécurité, une demande d'intervention du sous-traitant OLDHAM est programmée pour effectuer un contrôle du ou des capteurs exposés.</p> <p>La fiche réflexe ad-hoc est la n°3 mise en place le 17/05/2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Détection Ammoniac – ancienneté, environnement et compétence**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – ancienneté
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2023</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
<b>Constats :</b>

<p>L'étude d'implantation n'a pas été effectuée depuis la dernière visite d'inspection mais l'exploitant a fourni une commande n° 4503369694/1110/ML2 en date du 16/02/2024 auprès de l'entreprise CEMAFROID pour établir l'étude d'implantation des détecteurs de gaz pour les matériels de réfrigération. L'étude et son analyse par l'exploitant est à envoyer à l'Inspection sous 4 mois.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Compte tenu de la réaction de l'exploitant, une mise en demeure n'est pas proposée au préfet. L'étude et son analyse par l'exploitant est à transmettre à l'Inspection sous 4 mois. Passé ce délai et sans remise de l'étude analysée, la position de l'Inspection pourrait évoluer.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4mois</p>

#### N° 5 : Détection Ammoniac – procédure de tests et critères d'acceptabilité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – procédure de tests : critères d'acceptabilité et shunt</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les équipements importants pour la sécurité sont de conception simple, d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, mais aussi être maintenues dans le temps. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés. à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion. etc.). Ces dispositifs et. en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité.</p> <p>Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées pendant trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté à l'Inspection le document constructeur (OLDHAM) des règles de maintenance.</p> <p>La procédure de maintenance est détaillée au chapitre 5 du document constructeur et comporte.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la mise en place du shunt/mode maintenance et sa levée en fin d'opération en cas de test sans asservissement;</li> </ul>



<ul style="list-style-type: none"> <li>- le type de bouteille de gaz, dont la concentration doit couvrir les seuils de sécurité testés et être adaptée à la gamme du capteur;</li> <li>- les critères d'acceptabilité (qui devront faire l'objet d'une traçabilité);</li> <li>- les actions à mener en cas de non-respect de ces critères d'acceptabilité;</li> <li>- le temps de réponse;</li> <li>- etc.</li> </ul> <p>Un contrôle annuel des détecteurs et des centrales est réalisé par un prestataire externe selon la fréquence établie. La dernière vérification a été réalisée par la société Teledyne (ex OLDHAM) rapport N°230925113215 en date du 11/09/2023; l'exploitant a fourni le certificat d'aptitude de l'opérateur effectuant les vérifications.</p> <p>Le même jour un test a été réalisé en condition réelle de déclenchement d'alarme des détecteurs NH3.</p> <p>L'exploitant a fourni un compte rendu de ce test; les détecteurs ont correctement fonctionné et la chaîne d'alerte mise en place (alerte SMS des responsables) s'est avérée efficace.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Bien que listé dans la procédure de maintenance, la levée du shunt/mode maintenance n'est pas automatique et doit être réalisée en fin de maintenance. L'exploitant doit s'assurer de la levée de ce shunt suite au passage de son prestataire et que le mode "exploitation" est bien en opération. Ceci, pour s'assurer qu'une alarme réelle conduirait bien à déclencher les actions requises et qu'elle ne serait pas inhibée ou acquittée par défaut.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier la prise en compte de l'observation ci-dessus dans sa procédure de maintenance.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Détection Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 39</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac – procédure indisponibilité détecteurs</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 20/04/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Des consignes écrites doivent préciser la conduite à tenir en cas d'indisponibilité ou de maintenance de ces équipements.</p> <p>Des dispositions sont prises pour permettre, en toute circonstance, un arrêt d'urgence et la mise en sécurité électrique des installations. Les dispositifs utilisés à cet effet sont indépendants des systèmes de conduite. Toute disposition contraire doit être justifiée et faire l'objet de mesures compensatoires. Les systèmes de mise en sécurité électrique des installations sont à sécurité positive.</p>

**Constats :**

Dans la salle des machines n°1, tous les capteurs étant doublés, en cas de défaillance d'un détecteur, la surveillance resterait assurée. Dans la salle des machines n°2, les détecteurs ne sont pas doublés mais celle-ci s'avère être d'après l'exploitant régulièrement à l'arrêt compte tenu de la puissance suffisante développée par la salle des machines n°1. Ainsi, en cas de panne de détecteur en salle des machines n°2, l'exploitant peut stopper cette salle dans l'attente de l'intervention de l'astreinte et fonctionner uniquement au moyen de la salle n°1.

Les centrales actuelles n'étant plus produites, l'exploitant a décidé du remplacement des centrales NH3 .

Une commande N°4503369681/1110/ML2 a été effectuée le 16/02/2024 auprès de la société MCI pour une livraison et installation.

La date d'intervention n'est pas encore programmée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet le planning de réalisation des travaux sous 1 mois en précisant les caractéristiques principales des nouvelles centrales NH3 justifiant qu'elles garantissent un niveau de sécurité au moins équivalent aux précédentes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Rétentions**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.11

**Thème(s) :** Risques accidentels, cuvettes de rétention

**Prescription contrôlée :**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants) avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

<p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection de site, dans le local de charge, l'Inspection a constaté que les deux cuves de produit d'entretien (SEGUR 1000) n'étaient pas sur rétention.</p> <p>Dans l'atelier maintenance, il y a différentes armoires coupe-feu pour le stockage des produits. Une première armoire, contenant majoritairement des aérosols, est pleine et un carton rempli d'aérosols est posé dessus faute de place à l'intérieur.</p> <p>La seconde armoire est pleine de différents produits dont la compatibilité n'est pas vérifiée, la quantité de liquide présente est clairement plus importante que la capacité de rétention disponible.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre sur rétention les deux cuves de produit d'entretien sans délai.</p> <p>Les aérosols stockés en carton au-dessus de l'armoire doivent être rangés dans une nouvelle armoire ou en réorganisant les armoires existantes.</p> <p>La compatibilité des différents produits stockés doit être vérifiée.</p> <p>La rétention de l'armoire doit être suffisamment dimensionnée.</p> <p>Pour rappel:</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>De manière plus générale, l'exploitant doit porter un regard critique sur les conditions d'entreposage des produits au sein de son établissement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1mois</p>